

Voici le septième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Les structures membres peuvent le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

## Pour une réponse syndicale internationale à leur crise...

Sur l'initiative de Solidaires, une trentaine de syndicats ont signé un appel volontairement court, destiné à une diffusion massive aux salarié-e-s ; il montre qu'il existe un syndicalisme qui refuse la crise, dénonce les responsables, et appelle à changer fondamentalement les « règles du jeu ». Cet appel, proposé à nos différents partenaires (réseau syndical alternatif européen, forums sociaux, coordination euromaghrébine, etc.), pourra être prolongé par d'autres initiatives ; une réunion des organisations signataires a lieu début janvier, à Paris.

### Nous n'avons pas à payer leur crise !

Partie des Etats-Unis, la crise financière s'est étendue au reste du monde et ce pour deux raisons. Tout d'abord, **tous les pare-feux qui auraient pu permettre de la contenir ont été détruits par la déréglementation financière** mise en œuvre par les gouvernements, aucune entrave n'étant plus mise à la libre circulation des capitaux. Ensuite, **la quasi totalité des institutions financières du monde ayant participé à la course spéculative engagée dans la finance**, aucun pays n'a été protégé de la déflation.

Cette crise marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Si le sort de milliards d'êtres humains n'était pas en jeu, il serait comique de voir ceux qui, comme tous nos gouvernants, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat. Mais ce changement de posture ne doit tromper personne. **Car s'ils décident que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : "socialiser les pertes et privatiser les profits".**

**Ainsi des milliers de milliards d'argent public, notre argent, sont aujourd'hui déversés, sans discuter, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.**

La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements ; patrons et gouvernements sont bien décidés à continuer à s'attaquer aux droits sociaux des salarié-e-s, notamment en matière de protection sociale ou de droit du travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-e-s en prônant dans chaque pays « l'unité nationale » pour essayer de faire passer la pilule. Syndicalistes, nous construisons la solidarité internationale des travailleurs/ses pour leur répondre !

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour ! **Pour sauver leur système capitaliste, ils sont organisés internationalement : le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les pays sous développés, organise la famine d'une partie de la planète, ... Partout, développons les luttes sociales, construisons la résistance commune !**

### Appel international signé, déjà par 30 organisations syndicales

- Union syndicale **Solidaires** (France)
- Confederazione Italiana di Base **Unicobas** (Italie)
- Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités **USTKE** (Kanaky)
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique **SNAPAP** (Algérie)
- Confédération **COBAS** (Italie)
- Sindicati Dei Lavoratori-Intercategoriale **SDL** (Italie)
- Conseil des Lycées d'Algérie **CLA** (Algérie)
- Syndicat des Travailleurs Corses **STC** (Corse)
- Syndicat Indépendant École et Écologie **SISA** (Italie)
- Syndical libre **Août 80** (Pologne)
- **La Fragua** (Argentine)
- Confédération Intersyndicale (Etat Espagnol)
- Coordination Syndicale (Etat espagnol)
- Syndicat des Travailleurs d'Andalousie **STA** (Andalousie)
- Intersyndicale **Canaries**
- Intersyndicale **Aragon**
- Intersyndicale **Iles Baléares**
- Intersyndicale région **Valence**
- **STEE-EILAS** (Pays Basque)
- Courant syndical de gauche **Asturies**
- Confédération Intersyndicale Alternative de Catalogne **IAC** (Catalogne)
- Centrale des Travailleurs Argentins **CTA** (Argentine)
- Centrale Unitaire des Travailleurs **CUT** (Colombie)
- Confédération des Syndicats Autonomes **CSA** (Sénégal)
- Renouveau de l'Action Syndicale **RAS** (Congo)
- Fédération **SUD** service public, (canton de Vaud Suisse)
- Syndicat unique des travailleurs des transports aériens et activités annexes du Sénégal **SUTTAAAS** (Sénégal)
- Organisation Démocratique du Travail **ODT** (Maroc)
- Confederacion General del Trabajo **CGT** (Etat espagnol)
- Confederazione Unitaria di Base **CUB** (Italie)
- Syndicat Indépendant des écoliers, des étudiants et des apprentis **SISA** (Suisse)

## Solidaires avec la CGT d'Espagne : quelle crise ?

Malgré un froid intense, environ 1500 militant-e-s de la CGT d'Espagne se sont rassemblés à Madrid, le 3 décembre. C'était une nouvelle étape dans la campagne confédérale menée par nos camarades : la crise, de quelle crise parlons-nous ?

Une délégation a été reçue au ministère du travail, pour dénoncer :

- ⇒ L'utilisation de l'argent public pour nationaliser les pertes des banques et des patrons, qui privatisent leurs bénéfices.
- ⇒ La directive européenne sur le temps de travail.
- ⇒ La privatisation des services publics, la directive Bolkestein.
- ⇒ La directive européenne contre l'immigration.

La CGT-E a aussi réclamé des droits sociaux pour les travailleurs/ses, des mesures contre le chômage, les heures supplémentaires, la cherté de la vie, les délocalisations, les accidents de travail. Enfin, ce fut l'occasion de dénoncer la répression envers le syndicalisme de lutte et les mouvements sociaux.

La CGT d'Espagne entend poursuivre cette campagne à l'échelle de l'Etat espagnol, mais aussi au plan européen. L'après midi, une rencontre avec les délégations étrangères présentes, dont l'Union syndicale Solidaires, a permis d'avancer dans ce sens.



## Femmes sahraouies en lutte

L'Union syndicale Solidaires a rencontré une délégation de femmes sahraouies, en visite en France début décembre. Le récit de l'oppression vécue au Sahara occupé par l'armée marocaine, les tortures, les disparitions, ne peut laisser sans réaction. L'Union syndicale Solidaires a témoigné de son soutien et s'est notamment engagée à faire circuler l'information, ce que nous faisons avec le message ci-dessous. Une mission syndicale internationale est aussi envisagée...

Dans le cadre de la politique coloniale commanditée par le pouvoir Alaouite et qui a pour but d'asservir le peuple sahraoui depuis l'occupation militaire du territoire, le 31 octobre 1975, les forces d'occupation ont portées atteinte aux droits fondamentaux du peuple sahraoui :

- Empoisonnements des puits.
- Obligation pour des milliers de sahraouis de quitter le territoire sous les bombardements au napalm et au phosphore.
- Enlèvements et tortures des activistes sahraouis.
- Disparitions forcées et assassinats.
- Saccages des maisons et viols des femmes.
- Insultes et intimidation de la population.
- Licenciements abusifs des militants des droits de l'homme.
- Déportations des sahraouis vers le Maroc.
- Fausses accusations et détentions arbitraires.

En raison des persécutions subies par l'ensemble des étudiants sahraouis détenus dans la prison de Boulmharez, nous avons décidé d'entamer une grève de la faim illimitée. Notre résistance se fonde essentiellement sur le soutien de l'ensemble des familles sahraouies et de tous les étudiants dans les sites universitaires. Nous déclarons par le présent communiqué :

- Le seul représentant légitime du peuple sahraoui est et demeure le front Polisario.
- Notre droit légitime et inaliénable à un référendum d'autodétermination.
- Nous demandons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques sahraouis, les prisonniers de guerre et des disparus.
- Nous réclamons à l'ONU une mise en place un système de protection des droits de l'homme au Sahara occidental contre la barbarie de l'état marocain.
- Nous refusons tous les procès verbaux truqués et falsifiés, rédigés par la police marocaine.
- Nous dénonçons le procès mascarade et la condamnation du défenseur des droits de l'homme sahraoui M. Abdedaim.

[www.arso.org](http://www.arso.org) - [www.afaspa.com](http://www.afaspa.com) - [www.sahara-info.org](http://www.sahara-info.org)

## Solidaires international

La commission internationale de Solidaires met régulièrement à jour des pages dédiées sur le site de notre Union syndicale : <http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/> Le numéro 4 de la revue internationale Solidaires est en cours d'impression ... La prochaine réunion de la commission internationale de Solidaires aura lieu le 16 janvier après midi ; la commission Europe, le 13 janvier au matin ; la commission Immigration, le 6 février.

## Tunisie : procès des manifestants du bassin minier

*Jeudi 11 décembre 2008, s'est tenu en Tunisie une parodie de procès contre 38 citoyens du bassin minier de la région de Gafsa. Des peines allant jusqu'à 10 ans et un mois de prison ferme ont été prononcées contre cinq militants syndicalistes enseignants. Les autres condamnés, étudiants, salariés ou chômeurs ont écopé de deux à six ans de prison. **Le comité de soutien en France avait organisé une délégation pour assister à ce procès, Solidaires y était représenté.** De nouvelles initiatives sont prévues, dont une lettre intersyndicale, en cours de signature. Elle sera adressée à différents responsables politique (de Tunisie, mais aussi de la Commission Européenne). Extraits :*

... En fait, les condamnés n'ont fait qu'exprimer le malaise social régnant dans cette région déshéritée. **Ce procès inéquitable participe à des atteintes criantes et multiples aux droits syndicaux.** Il confirme, une fois encore, la persistance du pouvoir tunisien dans la voie sécuritaire pour traiter les problèmes sociaux de la région du bassin minier de Gafsa, à commencer par le mal-développement, le chômage endémique frappant en particulier la jeunesse, la marginalisation arbitraire de larges secteurs de la population. **Il est révélateur que l'évènement déclencheur des mobilisations fût la protestation contre une fraude impliquant les autorités locales dans le recrutement pour les mines de phosphates, qui est le principal employeur de la région.**

**Un tel jugement ne peut que contribuer à aggraver la situation sur place comme en témoignent les évènements qui ont suivi le prononcé du jugement : raids policiers contre les maisons et les locaux publics, arrestations de nombreux citoyens dont des syndicalistes, etc.**

- Nous réclamons l'**acquittement des détenus et leur libération immédiate.**
- Nous dénonçons des **conditions d'incarcération dangereuses pour la santé** des condamnés.
- Nous demandons qu'un **examen médical des détenus soit organisé** : l'un d'entre eux a perdu 20 kilos et a perdu la moitié de ses dents, un autre était au moment de son arrestation en convalescence suite au don d'un de ses reins, certains détenus ont subi des tortures, etc.
- Nous protestons contre la **criminalisation de la solidarité au travers de la condamnation de militants vivant à l'étranger**, dont Mouhieddine Cherbib, qui préside la Fédération des Tunisiens Citoyens des Deux Rives (FTCR).
- Nous demandons au **gouvernement français et à l'Union européenne d'intervenir en raison du non respect de la clause protégeant les droits de l'Homme** contenue dans l'accord d'association entre la Tunisie et l'Union Européenne.

**Le procès en appel aura lieu le 13 janvier, à Gafsa.** En attendant, des mois de prison ont été distribués à une dizaine de jeunes arrêtés lors de manifestations intervenues à Redeyef ... pour protester contre les lourdes peines infligées aux syndicalistes et militants du mouvement social du bassin minier !

[www.solidaires.org/recherche.php3?recherche=Tunisie](http://www.solidaires.org/recherche.php3?recherche=Tunisie)  
[www.ftcr.eu](http://www.ftcr.eu) [www.monde-diplomatique.fr/2008/07/GANTIN/1606](http://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/GANTIN/1606)

## Gaza : communiqué de l'Union Juive Française pour la Paix

Dans la nuit du 26 décembre, l'armée israélienne a attaqué Gaza avec des moyens militaires énormes. Le premier bilan fait état de 150 morts, civils pour la plupart. Ce massacre était annoncé, envisagé et commenté ces derniers jours dans la presse israélienne, après la fin de la trêve respectée par le Hamas et rompue sans arrêt par l'armée israélienne. **Ce crime a été rendu possible par l'impunité totale accordée à Israël depuis bientôt 9 ans et le soutien actif dont il bénéficie au sein de l'Union Européenne.** Il est le résultat direct du «rehaussement de la coopération avec l'UE» imposée par la présidence française contre le vote de report du Parlement Européen.

**Depuis maintenant des années, la bande de Gaza subit, avec le soutien complice de l'Union Européenne un siège criminel qui viole délibérément toutes les lois internationales** : un million et demi de civils sont prisonniers de l'armée israélienne et privés de tout : de nourriture, de carburant, d'électricité, de médicaments, de matériel scolaire ... Moins d'un dixième des camions nécessaires au ravitaillement normal de la population parviennent à passer. L'aéroport et le port ont été détruits avant même d'avoir jamais pu fonctionner. Il est interdit de pêcher. Seuls quelques bateaux affrétés par des militants ont pu forcer le blocus. La population subit une « punition » collective impitoyable pour avoir « mal » voté. La communauté internationale laisse faire, voire encourage ce siège. L'occupant a expulsé Robert Falk, le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme de l'ONU.

**Il n'y a aucun statu quo possible, aucune perpétuation envisageable de ce siège impitoyable et criminel. Tout peuple assiégré a le droit de résister à l'oppression.** Aucune symétrie ne peut être établie avec les quelques missiles qui sont tombés sur des villes israéliennes. **Il n'y aura pas de sécurité pour les Israéliens sans sécurité pour la population de Gaza.** Les politiques européenne et américaine depuis Annapolis, en évitant d'affronter la réalité de l'occupation, aboutissent à l'impasse attendue dont encore une fois le peuple palestinien paie tout le prix. **L'Union Juive Française pour la Paix dénonce le crime qui se déroule contre la population de Gaza, appelle à manifester partout contre cette nouvelle agression. L'UJFP exige une réaction immédiate du gouvernement français, de la Communauté Européenne et de l'ONU pour faire cesser l'agression et pour mettre un terme au blocus de Gaza.**

[www.ujfp.org](http://www.ujfp.org) [www.protection-palestine.org](http://www.protection-palestine.org)



# Le syndicalisme de lutte réprimée en Argentine

*Le Front Populaire Darío Santillán (Argentine) regroupe à la fois des militants syndicaux et d'organisations sociales (mouvements de chômeurs par exemple). Ce communiqué fait état de la violence exercée contre des militants de base ... par des responsables syndicaux nationaux. La CGT d'Argentine, d'abord courtoise de transmission du pouvoir péroniste, s'est ensuite compromise avec tous les pouvoirs, y compris militaires.*

Le Front Populaire Darío Santillán tient à exprimer sa solidarité avec les *compañeros* de la section de Rosario d'ATILRA (syndicat des travailleurs de l'industrie laitière), qui ont été brutalement agressés le mercredi 3 décembre par un **commando de cogneurs dirigés par Héctor Ponce, Secrétaire Général d'ATILRA au niveau national**, et allié d'Hugo Moyano, secrétaire général de la CGT. Il s'agit de la seconde attaque que les *compañeros* d'ATILRA-Rosario subissent en peu de temps. Le jeudi 27 novembre dernier, un groupe de cogneurs commandé par des membres de la direction nationale d'ATILRA s'est introduit - avec l'évidente complicité du patron - dans le dépôt que l'entreprise SANCOR possède à Rosario et a **agressé brutalement les trois délégués du personnel**.

**Ce 3 décembre, alors qu'avait lieu devant le syndicat un rassemblement de protestation contre ces abus, rassemblement auquel participaient aussi des représentants de diverses organisations syndicales, sociales, de Droits Humains et politiques de la région, un commando d'environ 300 membres sous la direction d'Héctor Ponce a prétendu entrer à coups de bâtons et de chaînes.**

Les *compañeros* d'ATILRA et des organisations solidaires ont résisté à l'attaque et les ont obligés à reculer. Lors de ces graves incidents, plusieurs *compañeros* d'ATILRA-Rosario, d'ATE (syndicat des travailleurs de l'État) et d'AMSAFE (syndicat des enseignants de la province de Santa Fe) ont été blessés plus ou moins gravement. Plus tard, dans des circonstances qui n'ont pas encore été éclaircies, Hugo Cornejo, un des membres du commando de cogneurs, a été assassiné quelques centaines de mètres plus loin.

**Il faut dénoncer aussi la totale responsabilité du gouvernement de la province de Santa Fe et de sa police. Bien que les autorités du Ministère de la Sécurité aient été averties par écrit plusieurs jours auparavant de l'imminence de l'agression, elles n'ont rien fait pour l'éviter.** Au contraire, la police locale a « escorté » les nombreux collectifs sur tout leur parcours à travers la ville jusqu'à la zone du syndicat ; mais la police postée sur le lieu des faits a « libéré la zone » pour que le commando puisse agir en toute impunité, et elle est intervenue plus de 40 minutes après le commencement des affrontements, et seulement quand une voiture a été incendiée.

Certains médias et les fonctionnaires du gouvernement provincial cherchent à faire passer la version d'un « *affrontement entre groupes* », mais ce qui a été démontré ce mercredi c'est jusqu'où la bureaucratie syndicale est prête à aller pour conserver ses privilèges et défendre les intérêts patronaux auxquels elle répond. **Des syndicats comme ATILRA-Rosario, qui misent sur la construction collective à partir de la base, sont regardés comme une menace par ceux qui veulent que les travailleuses et travailleurs restent dans le moule.** Nous voulons parler des patrons qui, malgré les profits extraordinaires qu'ils ont obtenus ces dernières années, cherchent à décharger les premiers effets de la crise sur notre dos ; des gouvernements national et provincial, qui parlent de mesures de protection de l'emploi, mais laissent passer des centaines de licenciements ; et de la bureaucratie syndicale, complice des deux quand elle brade nos droits avec les arguments du « moindre mal ».

**Aujourd'hui plus que jamais, nous, les travailleurs et travailleuses, ne devons faire confiance qu'à nos propres forces : nous devons susciter sur chaque lieu de travail des réunions, des assemblées et des corps de délégués pour qu'entre nous tous — salariés fixes, précaires et au noir — nous discussions et définissions collectivement comment faire pour défendre nos droits.** C'est pour tout cela que nous réclamons que la lumière soit faite sur les faits du 3 décembre, et l'arrêt des persécutions de la bureaucratie syndicale au service des patrons.

**Les syndicats doivent appartenir aux travailleuses et aux travailleurs. Pour la démocratie et la liberté syndicales. Ni faim, ni licenciements. Que ceux d'en haut paient leur crise !**

- Maintien de l'emploi et défense du salaire.
- Revenu Universel par enfant, 0% de TVA sur les aliments.
- Terre et logement pour tous.
- Défense des biens et des ressources naturels.
- Faire la lumière sur les attaques contre les membres d'organisations populaires, comme dans le cas du Mouvement National des Gamins du Peuple, réduits au silence par le gouvernement, et la nouvelle agression contre les travailleurs d'ATILRA à Rosario.

**Pour le travail, la dignité et le changement social :  
Unité, lutte et organisation depuis la base**

[www.frentedariosantillan.org](http://www.frentedariosantillan.org)

